

Entretien avec Sicco Mansholt dans Corriere della Sera (20 février 1969)

Légende: Le 20 février 1969, Sicco Mansholt, commissaire européen à l'Agriculture, accorde au quotidien italien Corriere della Sera un entretien au sujet de son plan de réforme de la Politique agricole commune (PAC).

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 20.02.1969, n° 42; anno 94. Milano: Corriere della Sera. "Intervista con Sicco Mansholt ", auteur:Riva, Massimo , p. 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_sicco_mansholt_dans_corriere_della_sera_20_fevrier_1969-fr-d7bae015-96a6-4bb5-9fd8-930cd935f64f.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Entretien avec Sicco Mansholt

L'agriculture de demain

Les gens ne seront pas chassés des campagnes. Seuls à ceux qui devront les quitter sera alloué un minimum pour vivre.

De notre envoyé spécial

Bruxelles, février.

Un Italien sur cinq commence aujourd'hui par regarder vers Bruxelles plutôt que vers Rome pour connaître son propre destin. En effet, dans notre pays, nombreux sont ceux qui vivent de l'agriculture.

L'Europe verte a commencé avec l'intégration des marchés. Produit après produit, la Communauté a fixé des prix minimum d'intervention. Mais à la longue, cette politique s'est révélée dangereuse et inefficace. En fixant un prix trop bas, on condamne à la misère les petits agriculteurs, en choisissant un chiffre plus élevé, on incite les entreprises plus grandes, ou mieux organisées, à dilater leur production.

Ces dernières semaines, un cri d'alarme est venu de Bruxelles. Pour la première fois, un haut responsable de la hiérarchie européenne a osé dire, sans arrière-pensées politiques, aux petits agriculteurs la vérité sur leur avenir ou mieux, sur leur manque d'avenir. Un Néerlandais sexagénaire, Sicco Mansholt, qui vient d'une famille de paysans et qui s'est consacré toute sa vie au monde agricole, aujourd'hui vice-président de la Commission de la CEE, a lancé un plan dont l'objectif est de faire radicalement changer l'aspect de nos campagnes au cours des dix prochaines années.

Un agriculteur sur deux devra abandonner ses terres, cinq millions d'hectares non productifs devront être abandonnés, trois millions et demi de vaches seront abattues pour bloquer la production de lait. Mais il s'agira surtout de faire disparaître la myriade de petites entreprises, en créant des entreprises plurifamiliales de dimension plus grande, et convenant aux différents types de production.

Nous nous sommes entretenus avec M. Mansholt dans son bureau, et il nous a dressé un bilan des douze premières années qui se sont écoulées depuis la signature des traités de Rome.

«L'agriculture – a déclaré M. Mansholt – est la pierre angulaire de la Communauté, l'essence même du concept d'Europe unie. Dans aucun autre secteur d'activité au sein du Marché commun, nous ne sommes allés aussi loin, le domaine de l'agriculture est le seul où nous sommes arrivés à une unification vraiment poussée. Nous nous étions fixés comme objectif l'intégration des marchés des six pays et nous y sommes parvenus. Interventions, subventions, réglementations, tout relève désormais du communautaire».

«Pourtant, lui ai-je dit, l'opinion publique a l'impression que le marché commun agricole devient un terrain de discorde dangereux entre les gouvernements».

«Je ne suis pas de cet avis. Des divergences se sont manifestées, parce qu'il s'agit d'un domaine qui plus que n'importe quel autre, est sujet à un contrôle commun, sur lequel il faut trouver au cas par cas un compromis. J'ai déclaré que nous avons atteint une intégration très profonde; naturellement cela s'est produit entre mille difficultés, qui à chaque fois ont été surmontées ou contournées».

Quant à la politique des prix suivie jusqu'ici, M. Mansholt en a défendu les résultats, mais il l'a fait sur un plan politique général, c'est-à-dire comme moyen pour consolider l'organisation communautaire. Comme instrument technique, il en a reconnu les limites. «Nous avons constaté, a-t-il dit, qu'il est très difficile d'orienter les choix des producteurs agricoles en fixant seulement des prix d'intervention. Dans de nombreux cas, une importante surproduction agricole s'est accumulée. Je pense donc qu'à l'avenir, il faudra absolument associer la politique des prix à la réforme des structures».

«Au sujet de votre plan, qui repose sur un renforcement des formes associatives et sur un interventionnisme plus important, on en est arrivé à parler de 'paysage socialiste' dans les campagnes. Comment pensez-vous qu'une planification poussée dans le domaine de l'agriculture soit compatible avec la structure des autres secteurs productifs?»

«Nous ne prétendons pas imposer de solutions. Nous voulons des agriculteurs libres, nous voulons offrir à ceux qui travaillent dans les champs le choix entre diverses options: ce sera à eux de choisir. Et, à l'inverse, dans la situation actuelle que les agriculteurs n'ont pas choisie, notre plan vise à leur donner des espérances en matière de liberté, des espérances qui leur sont refusées aujourd'hui».

«Mais comment les faire sortir de cette situation de nécessité?»

«Pour cela, j'ai proposé la retraite des agriculteurs à partir de 65 ans, et des compensations à ceux qui se retirent plus tôt de la vie active afin de laisser la place aux jeunes. En somme, mon plan ne prétend pas chasser les gens des campagnes, mais bien garantir à ceux qui devront quoi qu'il en soit partir un minimum pour vivre. La plupart des paysans européens ont des rentrées financières inférieures à celles d'un ouvrier industriel. L'exode existe déjà: il s'agit de faire face à cet important phénomène social avec une organisation, sans le laisser à son propre sort.»

«Les Allemands, pour qui pèse la proximité des coopératives de l'Allemagne communiste, ont utilisé le mot 'kolkhoze' au sujet des entreprises plurifamiliales prévues dans le plan. Que pensez-vous de cette définition?»

«Il s'agit de pure démagogie. Et je me réjouis de tels arguments, parce que cela veut dire que des objections sérieuses, il n'y en a pas. Il y a une grande confusion. Il n'est pas vrai que je veux créer des usines sur le modèle de l'industrie. Je pense plutôt à des entreprises qui emploieraient 3 à 4 personnes, mais organisées de façon rationnelle dans leur travail avec une mécanisation très poussée. Nous avons calculé qu'avec les techniques d'aujourd'hui, un homme seul peut s'occuper de 40 vaches à lait ou 450 porcs ou 200 veaux à engraisser. Donc, une unité de production de 3 ou 4 personnes atteindraient des dimensions moyennes bien plus importantes que celles d'aujourd'hui, qui pourraient être atteintes dans bien des cas avec le concours de plusieurs familles. Il ne me semble pas qu'avec 3 ou 4 travailleurs, on puisse parler d'usine».

«Les gouvernements nationaux sont souvent accusés d'être paralysés dans leur politique agricole à cause d'enjeux électoraux. En Italie, par exemple, les 'agriculteurs directs' englobent à peu près deux millions de votes. Quelles seront les véritables réactions lorsqu'il faudra faire face à la nécessité de diminuer de manière drastique le nombre de travailleurs agricoles?»

«Avant tout, j'ai de grands doutes sur la stabilité de cette clientèle électorale. Dans certains pays, ces petits fermiers qui vivent dans la misère représentent une menace pour tous les partis démocrates, qu'ils soient chrétiens ou socialistes. À la longue, ceux-ci trouvent leurs fondements dans l'anarchie. Je me réjouis donc des commentaires italiens parce qu'ils démontrent un sens politique clairvoyant».

«En conclusion, la réalisation de votre plan présuppose une unité extraordinaire de la part des gouvernements des six pays et l'acceptation, au-delà des intérêts particuliers, de directives de développement communautaires: cela sera-t-il possible?»

«Je pense que oui, je ne pense pas qu'il y ait des alternatives: cela se fera parce que c'est nécessaire. Je ne prétends certainement pas que mon plan soit la sagesse définitive, mais je vous demande de regarder la réalité des campagnes européennes».

Massimo Riva